

La Chine ré-endette l'Afrique

par Hervé Lejeune, membre du conseil scientifique
du programme n°3 d'AIDOP

Mots-clé : Afrique, Chine, finances, économie, endettement

Résumé : *Le ré-endettement rapide de certains pays africains est porteur de risques importants à moyen terme. Les « créanciers émergents », en particulier la Chine, alimentent ce nouvel endettement qui ne s'accompagne pas d'une amélioration des politiques publiques.*

Les annulations de dette¹ des années 2000 par le « Club de Paris » ont réduit de manière importante l'endettement des pays d'Afrique subsaharienne. Mais alors, pourquoi la question du niveau d'endettement de l'Afrique revient-elle à l'ordre du jour ?

La Chine prête de plus en plus pendant que les créanciers traditionnels tentent de désendetter l'Afrique

Pendant que les créanciers traditionnels (« Club de Paris ») annulait une bonne partie de la dette africaine, les créanciers émergents, au premier rang desquels la Chine mènent le bal en augmentant substantiellement leurs financements octroyés aux pays africains. En 2005 les créanciers émergents détiennent moins de 25 % de la dette extérieure officielle bilatérale dans les pays d'Afrique subsaharienne, contre plus de 75 % pour le Club de Paris, maintenant en 2015 les proportions sont inversées

Cette évolution de l'endettement en Afrique subsaharienne est due essentiellement à l'augmentation des prêts de la Chine qui est devenue le premier créancier bilatéral dans la zone avec 55 % des créances totales². L'encours des prêts de la Chine atteint près de 9 % du PIB en Angola par exemple. Elle est aussi très engagée au Kenya, en Ethiopie et au Nigeria ainsi que dans des pays au risque élevé de surendettement comme le Ghana ou le Cameroun, voire en situation de défaut comme au Soudan du Sud.

Des prêts chinois garantis par la livraison de matières premières

¹ 66 milliards de dollars de dette ont été effacés en faveur de 30 pays africains.

² Il est intéressant de noter que si la Chine est devenue le premier créancier de l'Afrique, elle est aussi désormais le premier créancier de l'Amérique du Sud...

Depuis une dizaine d'années, les banques et entreprises chinoises ont prêté près de 80 milliards d'euros aux pays africains. Nombre de ces prêts sont garantis par la livraison de matières premières.

Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola et la Zambie sont devenus en 10 ans très dépendants de la Chine qui tire d'eux l'essentiel de ses matières premières minières. Ainsi l'Angola doit rembourser 20 milliards de dollars à la Chine en pétrole, quelque soit son cours : quand les cours du pétrole sont au plus bas, les volumes livrés en paiement sont au plus haut.

La Banque mondiale alerte sur ces dérives

La Banque mondiale estime que le coût des infrastructures financées par la Chine en Afrique est beaucoup trop élevé. Ainsi par exemple, la dette extérieure du Kenya est détenue à 50 % par la Chine.

La conjoncture économique étant moins favorable ces dernières années en Afrique, rend plus difficile le remboursement de la dette. Le risque des situations de défaut de paiement devient préoccupant et, compte tenu des contraintes budgétaires des membres du Club de Paris, une seconde initiative significative d'annulation de la dette est peu probable, d'autant que la première expérience a été d'une certaine manière contre-productive.

L'intégration formelle de la Chine au Club de Paris est une voie en discussion afin d'orienter les pratiques chinoises dans un sens plus conforme aux intérêts à long terme des pays africains emprunteurs. Mais les prêts chinois ont-ils vocation à être remboursés ?

Conclusion

Le ré-endettement de l'Afrique par les financements chinois efface les efforts de désendettement du Club de Paris dont les pays sous contrainte budgétaire ne pourront pas recommencer un tel exercice qui d'ailleurs serait à nouveau illusoire. Pourquoi effacer à nouveau une dette africaine que les créanciers chinois ré-alimenteraient dans le même temps ? Au-delà, l'évolution de l'endettement de l'Afrique subsaharienne pose aussi la question de l'utilité de cet endettement et des investissements ainsi financés. Le dernier rapport de la Banque mondiale³ souligne que les politiques publiques africaines ne cessent de se dégrader. Elles n'ont pas su profiter de la croissance pour consolider les bases d'un développement durable qui profite au plus grand nombre. En matière d'éducation, de santé, de gouvernance, en clair, de corruption, écrit la Banque mondiale, les choses se sont notablement dégradées sur la dernière décennie dans 39 pays éligibles à l'IDA⁴.

³ Banque mondiale, Evaluation des politiques et des institutions en Afrique : Résultats de la CPIA 2016 pour l'Afrique, juillet 2017

⁴ IDA : Association internationale de développement (Institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres)